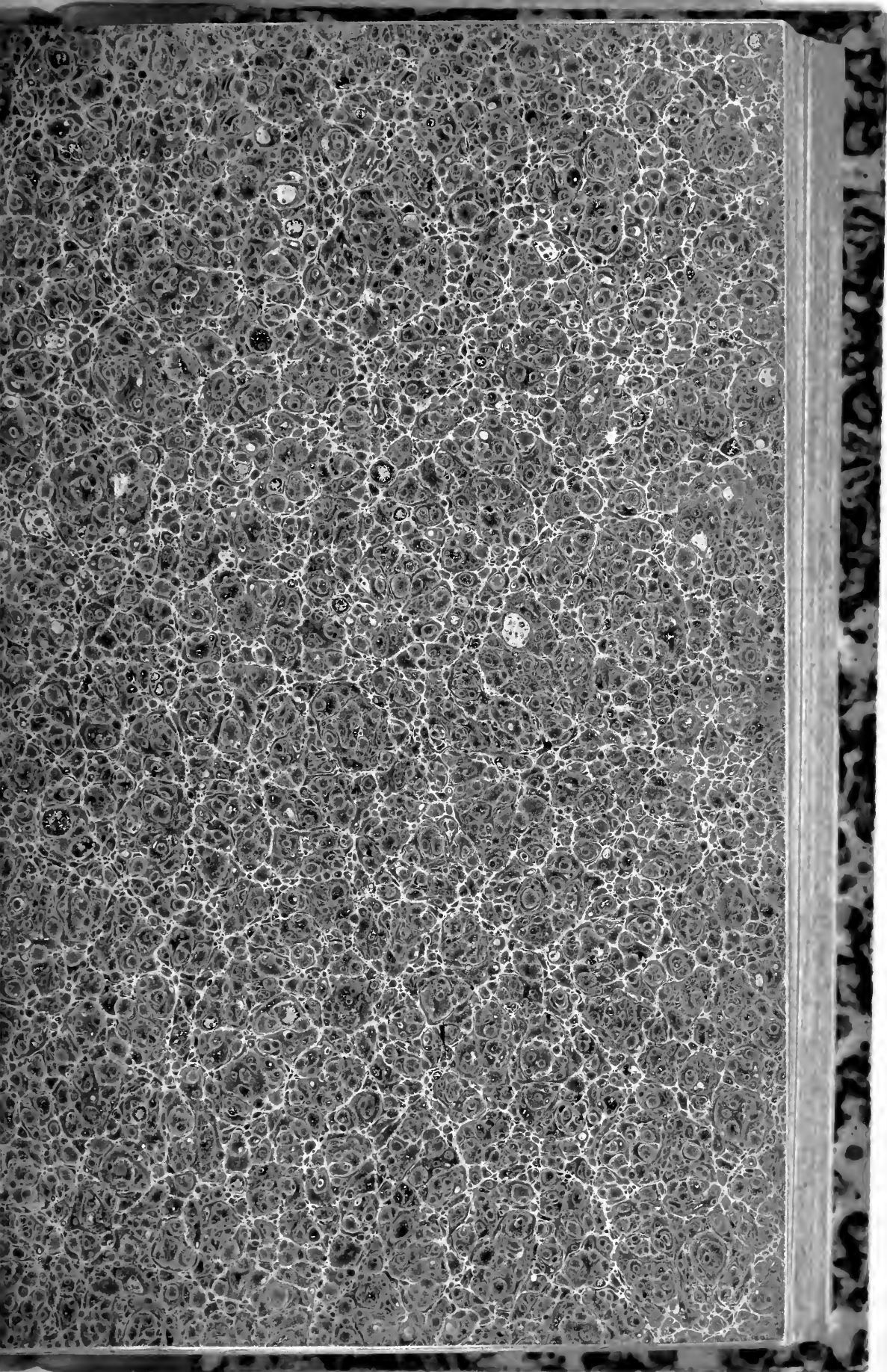




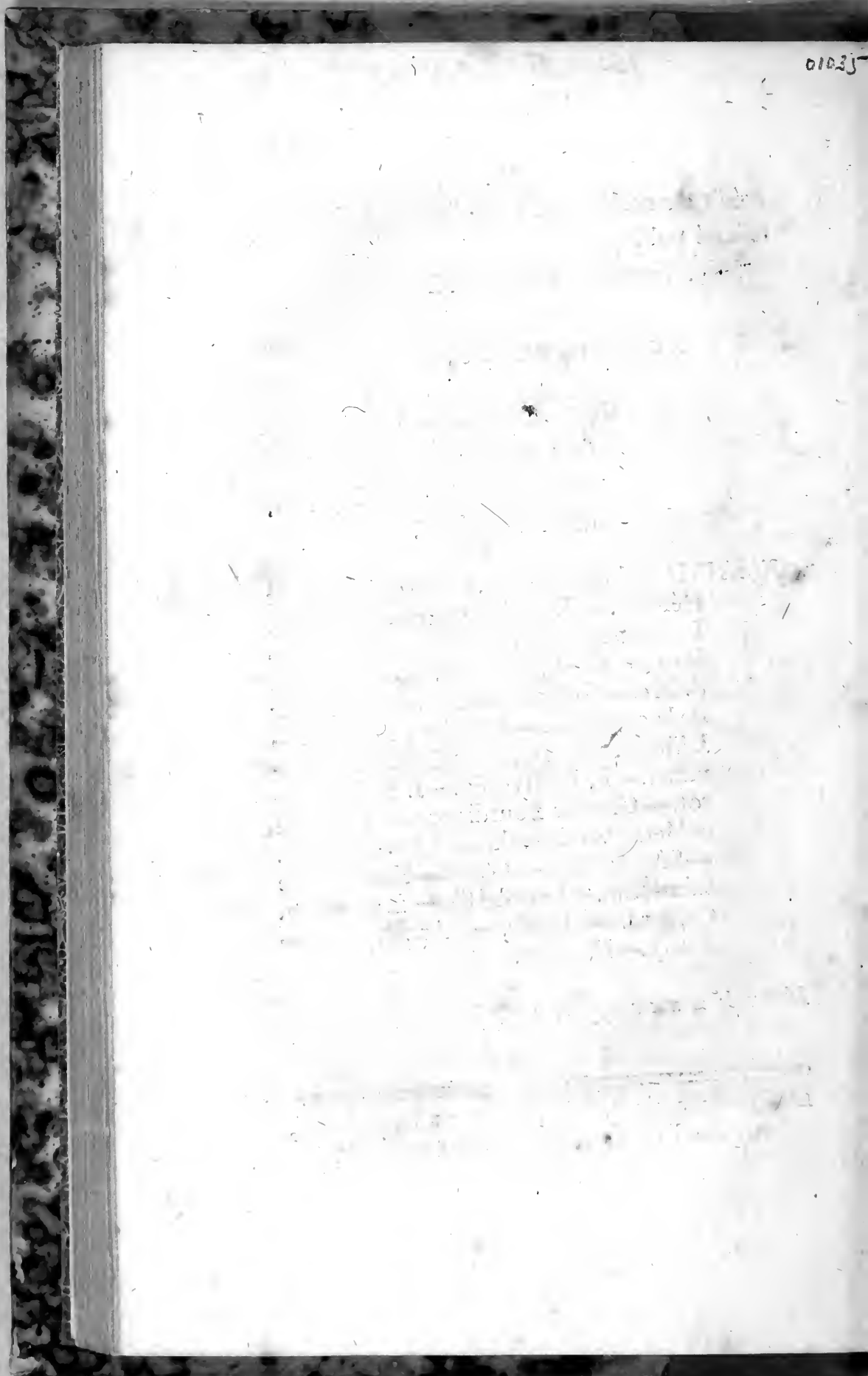
John Carter Groton.





HTC.  
D. 7.

- Nº 1. Memoire sur l'Esclavage Paris 1790
2. Memoire sur les Nègres — " 1790
3. Adresse des Citoyens de couleur " 1790
4. Adresse de la Commune du Flaire " 1790
5. La Raison finit toujours en — " 1790
6. Observations par le C. de Custrine " 1790
7. Nouvelles de St. Domingue . . . " 1790
8. Decret de l'Assemblée etc — " 1790
9. Adresse des Amis etc . . . . . " 1790
10. Nouvelles Officielles . . . . . " 1790
11. Motion de M. Cocherel . Parau Prince 1790
12. Reponse des Depurés — — Paris 1790
13. Apperçu sur la Constitution — " —
14. L'Assemblée generale — " 1790
15. Grégoire, Lettre au Philantropes — 1790
- c 16. Ducher, Analyse des Loix — " 1790
17. Observations sur l'affaire  
du Scioto : . . . . . " 1790



653. *sur St. Domingue*  
5.  
LA RAISON

FINIT TOUJOURS

PAR AVOIR RAISON.

Paris 1790

LE premier Décembre 1789, plusieurs Membres de l'Assemblée Nationale ayant *très-politiquement* conclu à renvoyer toutes les affaires relatives aux Colonies, au jugement du Pouvoir exécutif, M. LE MARQUIS DE GOUV D'ARCY, Député de Saint-Domingue, après avoir, dans sa réplique aux Préopinans, tracé un tableau touchant des malheurs de la Colonie et des insurrections qui la menaçoient, le termina par les paroles suivantes :

*Seroit-il possible que l'Assemblée Nationale voulût abandonner les infortunés Colons à la merci d'un Pouvoir exécutif qui repose entre les mains de SUBALTERNES PRÉVARIFICATEURS, et d'un Ministre JUSTEMENT EXÉCRÉ d'une Colonie dont il a fait personnellement le malheur et dont il semble vouloir consommer la ruine.*

CETTE assertion parut très-forte à tout le monde, trop forte à quelques-uns. Cependant les expressions de la veille furent CONFIRMÉES très-froidement le lendemain par M. DE GOUV, qui ajouta ne les avoir proférées que d'après le vœu de ses Commettans, et



s'engagea à justifier cette déclaration par des preuves irrésistibles. Alors un honorable Membre (1) proposa tout simplement de décréter *que le Dénonciateur étoit un Calomniateur*, ce que l'Assemblée ne décréta point.

Voici la réponse à cette motion et aux mille et un mensonges qu'ont publié à ce sujet *le Courier de l'Europe* et autres papiers ministériels:

---

## LISEZ ET CROYEZ.

*EXTRAIT LITTÉRAL d'une Lettre OFFICIELLE de l'Assemblée provinciale du nord de Saint-Domingue, adressée AUX REPRÉSENTANS de la Colonie à l'Assemblée Nationale.*

En date du 29 Janvier 1790.

.....  
 ..... LA conduite, soit de M. DE LA LUZERNE, soit des ADMINISTRATEURS, soit du CONSEIL SUPÉRIEUR *qualifié de Saint-Domingue*, ne justifie que trop, Messieurs, la NÉCESSITÉ où nous avons été, et où nous sommes encore, de nous gouverner nous-mêmes.

M. de la Luzerne a PLUS QU'IL PERDU notre confiance; IL EST NOTRE ENNEMI: TYRAN

---

(1) M. le Marquis d'Ambly.



d'autant plus dangereux , qu'il semble n'être venu à Saint-Domingue que pour nous nuire d'une manière plus efficace , par la présomption mensongère qu'élève en faveur de ses connoissances , le séjour qu'il a fait dans cette Colonie , on ne le voit occupé que du soin de la PRESSURER , de la TOURMENTER , et de la retenir plus fortement QUE JAMAIS sous l'empire du despotisme ministériel , lorsque toutes les Provinces de France ont eu le bonheur de s'en affranchir. Il ne se borne pas là ; il pousse LA PERFIDIE jusqu'à FAVORISER sous mains les INSURRECTIONS d'une Classe qui tient tout des bienfaits de ses anciens Maîtres , et à flatter BASSEMENT dans sa CORRESPONDANCE AVEC EUX , des espérances dont l'accomplissement ne seroit rien moins que la SUBVERSION TOTALE de la Colonie.

IL étoit temps que ce TYRAN FUT DÉMASQUÉ , CONFONDU ET PUNI. Après l'avoir dénoncé au Public , NOUS LE DÉNONÇONS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE , et comme elle est juste , elle nous EN FERA JUSTICE.

NOUS AVONS TOUS APPLAUDI A LA DÉNONCIATION QUE VOUS EN AVEZ DÉJÀ FAITE , MESSIEURS , PAR LA BOUCHE DE M. LE MARQUIS DE GOUY D'ARSY : notre Arrêté pris à cette occasion , et que nous vous enverrons incessamment , vient à l'appui de CET ACTE DE COURAGE : et

01020

4

loin que vous deviez reculer , nous vous donnons  
CHARGE EXPRESSÉ DE POURSUIVRE  
VIGOUREUSEMENT CETTE DÉNONCIATION.  
Les preuves ne vous manqueront pas.

Vous en avez une , sur-tout , DES PLUS VICTO-  
RIEUSES. . . . . etc.

*COLLATIONNÉ sur l'original déposé aux Archives  
de la Députation , et imprimé sous son autorisation ,  
pour être publié en FRANCE ET DANS LES DEUX  
INDES , en attendant la DÉNONCIATION SOLEM-  
NELLE faite à l'Assemblée Nationale , le premier  
Décembre 1789 , par M. le Marquis DE GOUY  
D'ARSY , confirmée le lendemain à la Tribune par  
le même Député , présentée par lui aux Représen-  
tans de la Nation , le 24 du même mois , et SIGNÉE  
par la Députation de Saint-Domingue POUR  
ÊTRE PRONONCÉE EN SON NOM.*

*Signé DE THEBAUDIÈRES, Président.*

*LE CHEVALIER DE MARMÉ,  
Secrétaire général.*

*A Paris , en Comité , le 19 Mars 1790.*

Recueil mars 1790  
6.

# OBSERVATIONS

*SUR l'administration & le commerce des Colonies Françaises, appliquées à celle de Saint-Domingue, avec quelques observations sur l'administration de cette Colonie, liées à un Commentaire sur le tarif destiné à la protection du Commerce National.*

PAR LE COMTE DE CUSTINE,

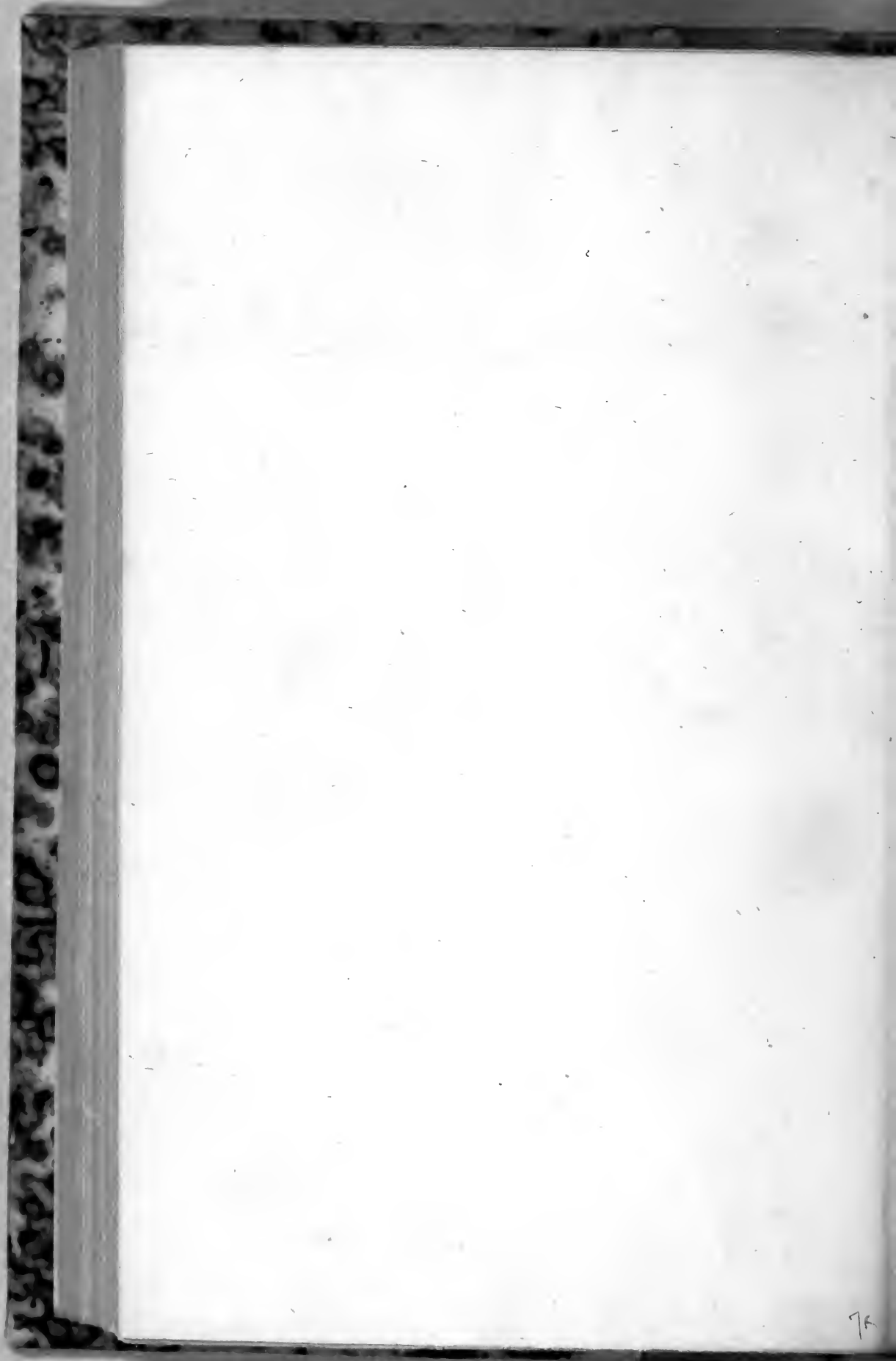
DÉPUTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

A PARIS,

Chez BAUDOUIN, Imprimeur de L'ASSEMBLÉE  
NATIONALE, rue du Foin S.-Jacques, N°. 31.

---

A 7 9 0.





E763  
L651s  
v. 7

